

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Procès en Appel de la SARL EURO BOIS devant la Cour Correctionnelle d'Appel de Versailles : les Associations « SAUVONS LA TOURNELLE » / « JADE » et « SAUVONS LES YVELINES » réclament justice pour le vol des 257 arbres à Septeuil dans les Yvelines.

Versailles, 5 décembre 2025 – Hier s'est tenu devant la Cour Correctionnelle d'Appel de Versailles le procès de la SARL EURO BOIS et de son gérant, condamnés en première instance le 24 juin 2024 pour des coupes abusives et le vol de 257 arbres, majoritairement des **chênes** de grande valeur, sur des parcelles boisées de la commune de Septeuil (Yvelines) en 2022.

Une audience tendue, sans nouvel élément probant : Représentées par Maître Marion Giard, avocate au sein du Cabinet TerraNostra, les Associations de protection de l'environnement ont assisté à une longue audience tendue qui a duré plus de 4 heures (de 15h15 à 19h30). Au cours des débats, la défense, ne disposant d'aucun élément nouveau de nature à infirmer les conclusions de la première instance et de l'expertise, s'est attachée à contester la crédibilité de l'expert assermenté de l'Office National des Forêts (ONF), dont la déposition avait été sollicitée par le Parquet à la demande de Madame l'avocat général.

Selon la défense, la déposition d'un salarié de l'ONF ne peut être retenue du fait que l'Office National des Forêts est également un forestier qui pourrait être considéré comme étant un concurrent de la SARL EURO BOIS.

En réponse aux questions relatives à la gestion financière de la SARL EURO BOIS, le prévenu qui de fait est également le gérant de cette Société (malgré un montage juridique familial difficile à comprendre), n'a pas su répondre aux interrogations de Madame l'avocat général sur les modes de facturation du bois vendu sans détail ni des prix, ni des essences, ni des volumes, ainsi que sur les mouvements financiers entre la Chine et un compte bancaire domicilié en Turquie. Après des explications comptablement incompréhensibles, le prévenu a conclu en informant le Tribunal que la SARL EURO BOIS venait de faire l'objet d'un contrôle fiscal et n'avait l'objet d'aucun redressement.

La gravité des faits et la nécessité d'une réparation écologique : Les Associations ont rappelé la gravité des faits et insisté sur la reconnaissance du préjudice écologique subi. Elles ont également souligné l'urgence de trouver une solution concrète de « réparation » pour compenser les dommages causés à l'écosystème local.

NOTA : Les 3 avocats représentant les Propriétaires volés et lésés ont également plaidé et demandé des condamnations substantielles et exemplaires.

Le délibéré attendu le 20 février 2026 : La Cour rendra son délibéré le 20 février 2026 prochain. En attendant, les Associations restent mobilisées pour que justice soit rendue et que des mesures exemplaires soient prises afin de prévenir de tels agissements à l'avenir.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement.

Philippe HEURTEVENT

Président de l'Association « SAUVONS LES YVELINES »

Vice-Président de l'Association « FÉDÉRATION APPEL DES FORÊTS D'ILE-DE-FRANCE »

Vice-Président de l'Association « FNE YVELINES »

Référent juridique pour les Yvelines au sein du Pôle juridique de l'Association « FNE Ile-De-France »

Tél. : 06 85 32 81 89

philippe.heurtevent@gmail.com

